

## PALESTINE

## Le Hamas met en garde Abbas contre "toute atteinte" à sa force

Le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle le gouvernement palestinien, a menacé hier de riposter en cas d'"atteinte" à la Force exécutive, contrôlée par le ministère de l'Intérieur et que le président Mahmoud Abbas a jugée "illégitime". La décision de M. Abbas, annoncée hier, de déclarer cette force "illégitime" est "précipitée et nous mettons en garde contre toute atteinte contre laquelle il sera répondu par la force", a affirmé le porte-parole du ministère Khaled Abou Hailal, lors d'une conférence de presse.

Selon lui, cette décision est "la conséquence des provocations du courant putschiste", une expression fréquemment utilisée par le Hamas pour qualifier l'entourage de M. Abbas, accusé de vouloir provoquer la chute du cabinet du Hamas. "La loi et la Constitution ne donne pas le droit au président de prendre cette décision", a ajouté le porte-parole, précisant qu'"aucune consultation" n'avait été menée avec le gouvernement ou le ministère de l'Intérieur, "surpris" par l'annonce de M. Abbas. M. Abbas avait plus tôt déclaré illégale la

Force exécutive, composée d'environ 5 500 hommes, présente uniquement dans la bande de Gaza et mise sur pied par le gouvernement du Hamas en avril pour contre-carrier la mainmise du Fatah sur les appareils de sécurité. "La Force exécutive est considérée comme illégale et hors-la-loi, et sera traitée comme telle si elle n'est pas intégrée immédiatement (...) dans les services sécuritaires légaux comme stipulé dans la Loi fondamentale", la Constitution palestinienne, selon un communiqué du bureau de M. Abbas. Le porte-

parole du gouvernement a de son côté estimé que cette décision était une "erreur". "Prendre une telle décision sous la pression, (dans) les conditions actuelles de tension est une erreur et ne contribuera pas à ramener la paix et (...) à résoudre les problèmes existants", a dit Ghazi Hamad. "La Force exécutive fait partie des services de sécurité et respecte l'ordre et la loi. La Force exécutive ne résoudra pas, seule, les problèmes mais avec l'ensemble des services", a-t-il ajouté.

## PROCHE-ORIENT

## Libération dans les prochains jours de prisonniers palestiniens en échange du soldat israélien

Des négociations pour la libération de prisonniers palestiniens en échange du soldat israélien détenu à Gaza sont sur le point d'aboutir, a indiqué hier le journal cairote *El-Misri El Yaoum*. Citant des sources diplomatiques sous le couvert de l'anonymat, le journal souligne que les contacts, entre les parties égyptienne et israélienne sur la ques-

tion des prisonniers, sont en bonne voie, notamment après les entretiens entre Le Caire et l'ensemble des parties concernées, en l'occurrence le mouvement de la résistance islamique Hamas, l'Autorité palestinienne et Israël. L'engagement de l'Egypte, par la voix du président égyptien Hosni Mubarak au terme de son entretien,

jeudi, avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert, à accueillir le soldat israélien Gilad Shalit du côté palestinien à condition de le remettre à Tel-Aviv après la libération des prisonniers palestiniens, "a levé les écueils entravant le règlement de cette question", soulignent les mêmes sources. "Le fait que l'Egypte joue le rôle d'intermé-

diaire tient lieu de garantie pour les parties israélienne et palestinienne", estime la même source. Citant d'autres sources, le journal relève que le fait que le Premier ministre israélien s'était montré peu loquace sur la question des prisonniers, après les déclarations de Mubarak, prélu de l'imminence du règlement de ce dossier. De son côté, le res-

ponsable du bureau politique du Hamas, M. Khaled Mechaâl a assuré, dans une déclaration à la revue *El Ahram El Arabi*, de l'attachement du mouvement à la libération du soldat israélien, dans les meilleurs délais, en échange de la libération de 1000 prisonniers palestiniens, dont de hauts responsables, des femmes et des enfants.

## SRI LANKA

## Un nouvel attentat contre un autocar fait 11 morts

Un attentat suicide attribué à la rébellion tamoule a fait onze morts et 47 blessés hier dans un autocar bondé dans le sud du Sri Lanka, au lendemain d'un attentat similaire près de la capitale Colombo, selon l'armée.

Une militante est soupçonnée d'avoir fait exploser une bombe dans le véhicule qui transportait 60 personnes et reliait la ville de Matara (sud) à la capitale, distante de 160 km, a indiqué un responsable local de la police, Upul Ariyaratne. "Nous soupçonnons un attentat suicide" commis par une femme, a-t-il ajouté.

Le policier avait fait état d'un bilan de 15 morts et 40 blessés. Mais le ministère de la Défense a publié ensuite de nouveaux chiffres dans un communiqué mentionnant 11 morts et 47 blessés.

L'engin a explosé alors que le véhicule affrété par une compa-

gnie privée venait de dépasser la station balnéaire touristique de Hikkaduwa (sud), près de la ville de Galle. Aucun touriste ne figure parmi les victimes. Cette nouvelle attaque survient au lendemain d'un attentat à la bombe dans un autocar bondé près de Colombo qui a fait 6 morts et 70 blessés. Les autorités ont accusé les indépendantistes des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) d'avoir commis les deux attentats. Les rebelles ont nié porter une responsabilité dans les violences survenues quatre jours après des bombardements aériens de positions qu'ils tiennent dans le nord de l'île, fief de la minorité tamoule. "Le gouvernement sri-lankais tente de faire porter la responsabilité de l'explosion des deux bombes aux LTTE", a dit leur porte-parole pour les questions de défense, Rasiah Ilanthirayan. "Ce sont des affirmations

sans preuve." Au cours d'un autre incident survenu hier, l'armée sri-lankaise a accusé les rebelles d'avoir tué deux civils en faisant exploser une mine à fragmentation qui visait une patrouille militaire à Nallur, dans la péninsule septentrionale de Jaffna.

Au début de la semaine, ce sont les Tigres qui avaient accusé le gouvernement de la mort d'au moins 20 civils parmi lesquels des enfants au cours d'un raid aérien près de Mannar (nord-ouest).

Fait assez rare, le gouvernement a admis hier sa responsabilité dans le raid de lundi contre des positions tamoules présumées.

"Nous avons décidé d'octroyer 100 000 roupies (925 USD) pour chacune des personnes tuées et 50 000 roupies (460 USD) pour les blessés", a annoncé le ministre de la Réhabilitation, Abdul Risath Bathiyutheen.

Le Sri Lanka est au bord d'une guerre à grande échelle depuis un appel à un Etat indépendant tamoul lancé fin novembre par le chef des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Les rebelles tamouls se battent

depuis 1972 pour le contrôle du nord-est du Sri Lanka, une île d'Asie du Sud de quelque 20 millions d'habitants, dont 75% de Cinghalais.

La rébellion a fait plus de 60 000 morts, dont plus de 3 500 personnes depuis le début 2006.

## RUSSIE

## Moscou juge "illégal" les sanctions de Washington contre ses ventes d'armes

La Russie a jugé hier "illégal" les sanctions prises par les Etats-Unis contre trois entreprises russes d'armements pour commerce avec la Libye et l'Iran, rapportent des agences.

"Les Etats-Unis n'en sont pas à leur première tentative illégale d'étendre leur droit national aux compagnies étrangères, de les forcer à travailler selon les règles américaines", a affirmé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué repris par les agences. Vendredi, Washington a interdit à des sociétés chinoises, russes et nord-coréennes toute activité aux Etats-Unis pendant deux ans. En août 2006, les Etats-Unis avaient déjà adopté des sanctions similaires contre la société publique russe d'exportations d'armes Rosoboronexport et le

constructeur russe d'avions de chasse Soukhoï pour avoir fourni à l'Iran du matériel militaire. "Au final, toutes ces décisions constituent un problème intérieur des autorités américaines. L'Etat américain s'interdit ainsi à lui-même ainsi qu'aux compagnies américaines de coopérer avec nos entreprises leaders", a ajouté le ministère. Les sociétés russes avaient déjà vivement contesté vendredi ces mesures, affirmant respecter la législation internationale.

La Russie est un des principaux exportateurs mondiaux d'armes. Ses parts de marchés grossissent chaque année depuis 2001 au dépend de ses concurrents américains et européens. Elle a vendu en 2005 des armements à 61 pays pour la somme record de plus de 6 milliards de dollars.

## FRANCE

## Rassemblement d'Amnesty International pour les 5 ans du camp de Guantanamo

Quelque 300 militants d'Amnesty International se sont réunis hier devant la réplique de la statue de la Liberté à Paris, à l'approche du cinquième anniversaire du camp américain de Guantanamo dont ils ont réclamé la fermeture, a constaté un journaliste de l'AFP.

Vêtus d'une tunique orange et d'un masque blanc à l'instar des prisonniers de la base américaine de Guantanamo Bay (Cuba), les manifestants ont formé plusieurs tableaux dont un représentant le chiffre "420", en hommage au nombre de détenus encore présents dans le camp.

A cinq jours de la date anniversaire de l'ouverture de Guantanamo, le 11 janvier 2002, les militants ont scandé à plusieurs reprises le slogan : "Fermez Guantanamo, maintenant !"

"Nous sommes là pour dénoncer les exactions commises dans cette zone de non-droit", a déclaré à l'AFP Genevieve Sevrin, présidente d'Amnesty International France.

Mourad Benchellali, 25 ans, arrêté au Pakistan et détenu pendant 30 mois à Guantanamo était également venu témoigner. "Cela me replonge dedans, a-t-il expliqué, mais des actions comme celles-là remettent les choses dans le bon sens. Il y a des droits de l'homme à respecter."

Sept Français ont été détenus à Guantanamo. Six d'entre eux, rentrés en 2004 et 2005 en France, dont Mourad Benchellali, 25 ans, et Nizar Sassi, 26 ans, ont comparu en juillet 2006 devant la justice française pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste".

Le juge a ordonné un supplément d'information et renvoyé le procès à mai 2007, demandant notamment la comparaison des agents des services secrets français qui ont secrètement interrogé les détenus à Guantanamo.

Dans un communiqué, Amnesty International affirme avoir remis vendredi à l'ambassade des Etats-Unis, 93 749 pétitions réclamant la fermeture du camp de Guantanamo.